

En solidarité avec le peuple grec, contre la dette illégitime et les plans d'austérité, mobilisons !

lundi 4 juin 2012, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juin 2012).

Pour des actions coordonnées autour des élections grecques et une grande mobilisation euro-méditerranéenne en automne 2012 !

Partout, la réponse à la crise économique et financière est la même. Les coupes, plans d'austérité et de rigueur s'appliquent dans tous les pays au nom de la réduction des déficits publics et du paiement de la dette. Cette dette publique, produit direct des politiques néolibérales menées depuis plus de 20 ans, sert aujourd'hui de prétexte aux gouvernants au service de la finance pour diminuer encore plus les dépenses sociales, baisser les salaires et les retraites, privatiser les systèmes de santé, démolir les acquis sociaux et déréglementer le droit du travail, augmenter la fiscalité pour le plus grand nombre pendant que les cadeaux fiscaux et sociaux sont généralisés pour les grandes entreprises et les ménages les plus riches.

Des mesures d'une même violence contre les populations que celles à l'œuvre dans le laboratoire social que constitue la Grèce depuis 2 ans s'appliquent déjà au Portugal, en Irlande, en Espagne, en Italie et dans les pays d'Europe orientale. La Lettonie, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie ont inauguré la triste litanie des plans d'austérité avec ses coupes budgétaires drastiques (baisse des salaires, fermeture d'écoles et d'hôpitaux, diminution ou suppression d'allocations sociales, hausse de la TVA...). Aucun peuple européen n'est épargné. Partout les entreprises ferment, de véritables déserts industriels sont créés sur l'autel du profit immédiat. Partout, les inégalités sociales s'accroissent. La dette publique augmente et la récession économique s'installe dans de nombreux pays. Cette orientation politique, cause de l'accroissement du chômage et de la misère, doit être rejetée radicalement.

Enfin, à l'heure où des gouvernements de technocrates sont mis en place par les créanciers en se passant d'élection au suffrage universel, les règles démocratiques les plus élémentaires sont bafouées. L'adoption de nouveaux traités européens (MES, Mécanisme européen de stabilité et TSCG, Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'Union Économique et Monétaire) se fait au détriment de la démocratie, au profit des marchés financiers et à l'insu des peuples, alors même que ces traités instaurent l'immunité des hauts fonctionnaires européens, prévoient une participation du secteur privé en étroite collaboration avec le FMI, imposent un plafonnement du déficit et donnent la priorité au remboursement de la dette quelles qu'en soient les conséquences.

Face à ces chantiers coordonnés de destruction des acquis sociaux, la résistance des peuples euro-méditerranéens s'organise, des grèves générales nationales ont lieu et les mouvements des indignés multiplient les initiatives. En Islande, la population a refusé de payer la dette « Icesave » au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, montrant la voie des possibles. En Europe comme en Égypte et en Tunisie, des initiatives d'audit citoyen de la dette travaillent à déterminer la part illégale, illégitime odieuse ou insoutenable de la dette publique qu'il convient d'annuler. Le paiement de toutes ces dettes devrait s'arrêter tant que tous les droits des populations concernées ne sont pas garantis,

et tant que nous n'avons pas d'audit de la dette. Le paiement aux créanciers vole aux populations ce qui légalement leur appartient et la poursuite des paiements est responsable de fermetures d'établissements scolaires et d'hôpitaux, des coupes dans les pensions, etc. La résistance grecque persévère depuis 2 ans et les résultats des récentes élections en Grèce illustrent un rejet très fort des politiques néolibérales en vigueur. Nous tenons à exprimer ici notre ferme soutien au refus de toute négociation avec la Troïka et ses mémorandums, conditionalités scélérates des créanciers, tel que souhaité par le peuple grec dans les urnes le 6 mai 2012.

Pour autant, le rouleau compresseur du néolibéralisme poursuit son œuvre dévastatrice et il est temps pour les populations et leurs organisations de développer des mobilisations à une échelle plus importante.

A l'instar d'autres réseaux européens et internationaux comme la Joint Social Conference, le réseau international des collectifs pour l'audit citoyen (ICAN-International Citizen debt Audit Network) appelle à la construction d'une mobilisation unitaire de l'ensemble du mouvement social, sans exclusive, rassemblant syndicats, mouvements des indignés et occupy, mouvements féministes, ONG et associations altermondialistes, organisations et personnalités politiques, simples citoyens, intellectuels et artistes.

Conscients de la nécessité que les mobilisations de masse convergent, nous appelons à une grande mobilisation européenne durant l'automne 2012, coordonnée partout sur le plan international, en solidarité avec le peuple grec, contre la dette illégitime, illégale, odieuse ou simplement insoutenable et les plans d'austérité, aux alentours de la traditionnelle semaine d'action contre la dette et les Institutions financières internationales qui, cette année, coïncide avec le 25^e anniversaire de la mort de Thomas Sankara.

Dans le même état d'esprit, nous appelons, en lien avec les groupes d'audit locaux, dans tous les pays européens à la création ou au renforcement de comités de base unitaires d'action et de lutte contre les attaques de l'Union européenne, en solidarité avec le peuple grec et tous les peuples agressés.

Ensemble, nous pouvons gagner !

Pour signer envoyer un email à : debtauditneuromed@gmail.com

NB : Pour une meilleure coordination, le réseau international des collectifs pour l'audit citoyen, (ICAN-International Citizen debt Audit Network) fournira plus d'informations dans chacun des pays où il est présent :

Allemagne, <http://blockupy-frankfurt.org/es> et <http://www.attac-netzwerk.de/ag-schulden> et <http://www.zukunftskonvent.de/>

Belgique, <http://www.sauvetage-dexia.be/> et www.cadtm.org

Egypte, <http://www.dropegyptdebt.org/>

Espagne, <http://auditoria15m.org/>

France, <http://www.audit-citoyen.org/> et <https://sites.google.com/site/referendumdette/>

Grèce, <http://www.contra-xreos.gr/> et www.elegr.gr

Irlande, <http://www.notourdebt.ie/>

Italie, <http://rivoltaildebito.globalist.it/> et www.smontaildebito.org

Pologne, <http://nienaszdlug.pl/>

Portugal, <http://auditoriacidada.info/>

Royaume-Uni, <http://www.jubileedebtcampaign.org.uk/>

Tunisie, <http://www.tunisie.attac.org/dette/index.php> / et <http://zelzel.net/>
